G8 : de l'autre côté du Léman

Autor(en): **Guyaz, Jacques**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **40 (2003)**

Heft 1554

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1021316

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Le retour de manivelle

A suivre l'actualité politique, on constate qu'une majorité d'élus n'est plus guère préoccupée par les problèmes environnementaux et se soucie peu de la nature et du paysage. Le dossier présenté par *Pro Natura Magazine* (2/2003) documente cet état d'esprit inquiétant.

Pour contrer les deux initiatives «Sortir du nucléaire» et «Moratoire +», le Parlement a procédé à une révision de la Loi sur l'énergie nucléaire. Mais cette révision relève plus de la promotion que de la réglementation de cette forme d'énergie. La durée d'exploitation des centrales en activité n'est plus limitée et les cantons se voient privés de tous droits en matière d'entreposage des déchets.

L'offensive des milieux routiers s'est concrétisée par le dépôt de l'initiative populaire Avanti. Au programme, le doublement du tunnel du Gothard et une troisième voie pour les tronçons les plus fréquentés du réseau autoroutier. Or, c'est une première dans l'histoire de l'initiative, les députés ont transformé le contre-projet équilibré du Conseil fédéral en un texte plus radical encore que l'initiative. Eux, si pointilleux lorsqu'il s'agit de limiter les dépenses publiques, n'ont pas hésité à contourner l'obstacle du frein à l'endettement en créant un fonds spécial.

Des parlementaires paysans, partisans de cette offensive mais peu sensibles aux contradictions, s'inquiètent de la protection excessive de l'environnement qui soustrait des terres cultivables à l'agriculture. Dans leur viseur, la «renaturation» des cours d'eau. Un radical lucernois, soutenu par 77 collègues, propose par voie de motion de supprimer l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage. On peut encore mentionner la guérilla menée par le Conseil des Etats contre la Convention des Alpes, un accord cadre international pour la protection des régions alpines et l'application très lacunaire - par manque de moyens et de volonté politique - des législations environnementales. A titre d'exemple, la protection des marais, adoptée par le peuple en 1987, ne s'applique concrètement aujourd'hui qu'à un petit nombre des 169 zones humides concernées. Quant à l'assainissement des cours d'eau dont le débit résiduel est légalement insuffisant, il est bloqué dans presque tous les cantons. *jd*

G8

De l'autre côté du Léman

La presse française dite nationale, soit avant tout *Le Monde*, *Libération* et *Le Figaro*, n'a publié aucun papier sur la préparation du G8. Un très fort contraste avec les journaux helvétiques qui en parlent souvent depuis un mois, les quotidiens alémaniques n'étant d'ailleurs pas en reste. Pourtant le sommet se déroule sur sol français, mais la Savoie est loin de Paris et Evian à côté de chez nous. Par contre la presse française régionale et locale, essentiellement *Le Dauphiné libéré* et *Le Messager*, un hebdomadaire de Thonon-les-Bains, écrivent d'abondance sur le G8.

Première surprise pour nous qui regardons souvent la presse française, surtout régionale, avec une certaine condescendance: la couverture des événements du côté suisse est de bonne qualité dans *Le Dauphiné libéré*. Les papiers sont synthétiques avec des informations que l'on n'a pas forcément trouvées dans les quotidiens helvétiques, comme le changement de date des régates organisées par le Cercle de la voile de Lausanne et les velléités de quelques irréductibles propriétaires de voiliers qui veulent manifester sur le lac (*Dauphiné libéré* du 15 mars).

Mais la vision de l'événement vu de France est totalement différente. Là où nos journaux mettent l'accent sur les actions des opposants et les réactions de grogne face à la sécurité, la presse française évoque plutôt le désarroi d'une population résignée, confrontée à un événement qui la dépasse. Les pouvoirs locaux sont hors du coup. Le préfet de Haute-Savoie Jean-François Carenco est omniprésent dans la presse, qu'il crée un groupe de travail avec les maires ou qu'il réunisse les chefs d'entreprise. A l'évidence, sous un habillage de concertation, les consignes viennent de lui. Et les élus locaux n'en mènent pas large: «Nous sommes abominablement inquiets» déclare le maire d'Annemasse le 13 mars dans *Le Dauphiné libéré* en évoquant les manifestations annoncées des alter-mondialistes.

Le 17 mars, *Le Dauphiné* signale que la «salle des fêtes d'Arbusigny» a été réquisitionnée par l'armée du 15 mai au 6 juin, mais «on ignore à quel usage elle sera destinée». Ce genre de nouvelles est emblématique de ce que l'on trouve dans la presse de l'autre côté du Léman. Les services de sécurité s'installent, sans trop le dire, ni en préciser les raisons. Et les syndicats, voilà qui est très français, sautent sur l'occasion. L'union CGT de la santé de Haute-Savoie réclame une allocation budgétaire spécifique, puisque les hôpitaux seront en état d'alerte pendant le G8!

En lisant les articles de nos voisins, il semble évident que l'interdiction de naviguer dans les eaux françaises du lac sera étendue à la partie helvétique. L'idée que la Suisse puisse faire bande à part ne leur paraît guère possible. Il semble en tous cas que la presse des deux pays transmette le même sentiment aux lacustres des deux rives: du 1er au 3 juin, il vaudra mieux être ailleurs… *jg*